

Focus

Rendre nos villes intelligentes... un luxe ?

● Aujourd'hui, l'urbanisation en Afrique et dans le monde s'opère à un rythme accéléré. Le Maroc a toutes les chances d'intégrer les NTIC dans une nouvelle gestion urbaine, ayant comme défi la rationalisation des dépenses.



Et de deux pour le Sommet international des villes intelligentes en Afrique du Nord. Après une première édition tenue en juin 2014 à Ifrane, le Maroc accueille pour la deuxième fois, les 6 et 7 octobre à Skhirat, des experts internationaux et responsables gouvernementaux pour débattre d'un sujet d'actualité.

Les smart cities -ou «villes intelligentes»- représentent aujourd'hui un défi pour la gouvernance locale, à une époque où les habitants de la ville exigent plus de commodités dans leur vie de tous les jours. Hier à Rabat, Nabil Benabdellah, ministre de l'Habitat et de la politique de la ville, a défendu le caractère crucial d'une gestion basée sur les NTIC. En effet, comme il l'a expliqué, les technologies de l'information et de la communication sont le réceptacle d'investissements colossaux dont le Maroc et la région doivent profiter au maximum. Justement, les services gérés via les NTIC permettent d'accélérer la cadence de la croissance en jouant sur l'efficacité et la rationalisation des dépenses. S'ajoute à cela le droit des citoyens à avoir accès à des services modernes à même de renforcer le sentiment d'appartenance sociale, abstraction faite de la couche sociale ou du revenu. Le ministre a souligné, dans ce

sens, que le Maroc n'est pas totalement étranger à ces technologies de gestion urbaine. À travers les villes nouvelles, et en collaboration avec Al Omrane, la CDG ou encore l'ADEREE, des expériences plus ou moins réussies ont vu le jour. Il semblerait donc que le département de Benabdellah prenne à bras le corps la nécessité de villes marocaines

En 2050, 70% de la population mondiale vivra dans les villes, lesquelles n'occupent que 2% de la superficie de la planète.

modernes, gérées grâce aux techniques les plus pointues. C'est la seule manière de rattraper le gap infrastructurel qui sépare le pays du monde développé. Ainsi, des déplacements ont été effectués en Suède, en Australie et même en

Chine pour voir comment ces pays arrivent à gérer une urbanisation galopante sans impact sur la qualité des services rendus.

Le gap se creuse

En 2050, 70% de la population mondiale vivra dans les villes, alors que celles-ci n'occupent que 2% de la superficie de la planète. En Afrique, le nombre des citadins doublera dans les 20 prochaines années. En Afrique du Nord, le taux d'urbanisation a récemment dépassé la moitié de la population, une proportion qui s'élèvera à 60% d'ici trente ans. La gageure est que les villes ne se développent pas en îlots cantonnant une partie de la population à une vie précaire, et creusant davantage le gap qui la sépare des autres. Benabdellah parle de la nécessité de démocratiser l'accès aux fruits du progrès au sein des villes intelligentes. Elles seront alors des villes inclusives, équilibrées et «justes». Le Maroc est encore plus concerné par cette

dynamique que promettent les smart cities. En effet, le pays est engagé dans plusieurs réformes majeures en matière d'urbanisation, d'énergie propre, de sécurité de l'eau, de développement agricole et de moyens de transport. Ainsi, les pouvoirs publics seront plus à même d'adopter le concept de smart cities en tant qu'outil de cette politique de la ville qui a fait son entrée dans les mœurs. Ainsi, les villes au Maroc et dans la région peuvent faire office de véritables laboratoires pour des start-up capables d'imaginer des solutions concrètes en vue d'améliorer la mobilité, la consommation de l'énergie, la gestion du transport en commun, l'éclairage public dans le souci de la rationalisation des budgets qui y sont alloués. Le numérique peut aussi venir à la rescousse d'une éducation en quête de repères, tandis que la santé ne peut se porter mieux qu'en adoptant une cure de NTIC. À titre d'illustration, à Issy-les-Moulineaux, le quartier d'affaires Seine-Ouest est doté de plusieurs compteurs d'électricité communicants permettant de recueillir en continu les données de consommation des domiciles, et par conséquent de mieux maîtriser les dépenses. Autre exemple: afin de contrer l'insécurité, une ville américaine comme Chicago a mis au point un système permettant aux habitants de se renseigner sur l'historique de accidents de voiture ayant eu lieu à un point donné. Plus encore, durant les dix dernières années, les initiatives intelligentes dans le monde ont permis de réduire le taux de criminalité de 20%, d'améliorer la consommation d'eau de 80% et de diminuer de moitié la consommation d'énergie. ●

PAR **MOSTAFA BENTAK**
m.bentak@leseco.ma

Les nouvelles responsabilités des élus

Benabdellah ne pouvait parler de gestion urbaine intelligente sans évoquer la lourde responsabilité qui attend les nouveaux élus à la tête des communes et des régions. Selon lui, c'est aujourd'hui une aubaine pour montrer ce dont ils sont capables, dans le cadre d'une saine émulation. En effet, les attentes des Marocains sont de plus en plus pointues, allant dans le sens d'une amélioration soutenue des espaces urbains dans lesquels ils vivent et travaillent. Grâce, justement, au principe de subsidiarité des prérogatives entre collectivités locales, une réorganisation des actions doit être établie en ayant recours notamment aux NTIC, afin de faciliter les procédures et d'accélérer la cadence des réformes.